

Esquisse de l'histoire des relations entre les Archives de l'Etat du Valais et les communes valaisannes

Denis REYNARD

Introduction

Contexte de la recherche et problématique

Les fonds d'archives de communes, mais aussi de bourgeoisies et de paroisses, tiennent en Valais une place importante dans le paysage archivistique. Complétant les grands fonds d'archives ecclésiastiques¹ et de quelques familles majeures², ils renferment notamment des sources essentielles pour l'histoire du Moyen Age et de l'Ancien Régime. Cette situation archivistique est une conséquence directe de la relative autonomie dont font preuve, dès la fin du Moyen Age, les communautés d'habitants par rapport à leur(s) seigneur(s) puis, dès le XVI^e siècle, par rapport à «l'Etat cantonal» embryonnaire. Cette autonomie ne sera jamais remise en question, même si l'organisation des communautés est bouleversée dès le début du XIX^e siècle et tout au long de celui-ci par l'apparition de la commune politique moderne, la suppression de certains privilèges des communes bourgeoises, descendantes directes des communautés, et la séparation claire entre commune municipale et bourgeoisiale³.

Tout au long de leur existence, les communes ont eu à remplir de nombreuses tâches dans des domaines divers et variés: administration, gestion financière, justice, police, état civil, travaux publics, agriculture et exploitation forestière, développement économique, gestion des biens communaux, éducation, santé et salubrité, et, plus largement, organisation générale de la cohabitation des citoyens. Toutes ces activités ont évidemment provoqué – et provoquent encore aujourd'hui – la production d'une masse considérable de documents. Ceux-ci, conservés diversement selon les lieux et les époques, constituent l'essentiel des fonds d'archives des communes du Valais.

¹ Mentionnons les Archives de l'Abbaye de Saint-Maurice, de l'Hospice du Grand-Saint-Bernard ou du Chapitre cathédral de Sion, parmi d'autres.

² De Torrenté, de Riedmatten, de Rivaz, de Courten, de Kalbermatten, Ambuel, Stockalper, Supersaxo, bien d'autres encore.

³ Pour un aperçu de cette évolution, voir Werner KÄMPFEN, Bernard DE TORRENTÉ, *Essai sur l'évolution des communes bourgeoisiales valaisannes / Essay über die Entwicklung der Walliser Bürgergemeinden*, Sion, 2002, p. 13-57.

On peut faire remonter l'intérêt de l'Etat cantonal à la problématique des archives communales en Valais aux années 1870. Non pas que la question ne fût jamais soulevée auparavant, mais c'est à partir de cette décennie qu'elle revient régulièrement dans les débats du Grand Conseil et du Conseil d'Etat et qu'elle tient sa place parmi les tâches du Département de l'intérieur, responsable de la surveillance des administrations communales. A cette époque, les Archives de l'Etat du Valais (AEV), rattachées jusqu'en 1893 à la Chancellerie, n'existent encore qu'à l'état d'embryon. Il faut attendre le début du XX^e siècle et l'arrivée de Leo Meyer à leur tête pour remarquer une activité réelle, du moins en ce qui concerne les archives communales.

L'histoire des rapports entre l'Etat cantonal et les communes sur la question des archives est au centre de la présente étude. Celle-ci fut menée en 2008 dans le contexte plus large de la rédaction de notre travail de Master en archivistique et sciences de l'information (Université de Berne)⁴. Il s'agissait d'y étudier ces rapports au cours de l'histoire, de décrire la situation actuelle et de proposer une orientation pour la politique des Archives de l'Etat du Valais auprès des communes pour l'avenir. Dans la présente contribution, nous nous contenterons d'évoquer la partie «historique» de ce travail.

Sources

Il n'a pas été possible, faute de temps et, parfois, de sources à disposition, de mener une enquête exhaustive sur la problématique des relations entre Etat et communes au sujet des archives. Nous basons essentiellement notre étude sur les *Rapports du Conseil d'Etat sur sa gestion* (dépouillés pour les années 1870 à 1950), sur les rapports des Archives de l'Etat du Valais dans la revue *Vallesia*⁵ (dès 1946 jusqu'à aujourd'hui), ainsi que sur d'autres sources glanées ça et là (dossiers Ghika, non classés et non cotés⁶; dossiers des communes⁷; Protocoles du Grand Conseil; dossiers du Département de l'intérieur; témoignages oraux, etc.). Il aurait été utile de dépouiller les «archives des Archives» ainsi que certains dossiers non classés ou encore ouverts des archivistes cantonaux successifs afin d'obtenir une image plus complète de la problématique. Cela pourtant dépassait les moyens de notre étude.

De même, si, pour certaines époques, la documentation est riche et les références dans les rapports sont explicites, pour d'autres, toute l'activité des archivistes et notamment leur action dans les communes n'est pas aussi clairement présentée dans les publications officielles. Ces différences provoquent un certain

⁴ Denis REYNARD, «Politique et pratiques d'un service d'archives cantonales vis-à-vis des communes à l'exemple des Archives de l'Etat du Valais. Historique, état des lieux, comparaisons et perspectives», Travail de master, Université de Berne, 2008.

⁵ Le bulletin annuel *Vallesia* est créé par André Donnet en 1946; il contient non seulement les rapports d'activités des institutions culturelles cantonales (Archives, Bibliothèque, Musées, Archéologie), mais aussi des articles scientifiques relatifs à l'histoire du Valais au sens large. Jusqu'en 1970, les activités des Archives et de la Bibliothèque sont présentées dans un seul et même rapport. Celui contenu dans le premier volume de *Vallesia* recouvre les années 1942 à 1945. Ensuite, chaque rapport concerne une seule année.

⁶ Voir plus bas, note 12.

⁷ Ces dossiers, classés alphabétiquement par commune et conservés aux AEV, renferment tous les documents importants concernant les relations entre les AEV et chaque commune (correspondance, rapports, contrats ou certificats de dépôt, etc.). On y trouve également la correspondance et les rapports originaux des inspecteurs des archives communales pour les années 1901-1917 (Dionys Imesch, Joseph Reymondeulaz, voir plus bas, p. 371-374).

déséquilibre dans les résultats présentés. Notre étude mérite donc d'être complétée à l'avenir.

Les deux sources principales de cette études sont donc les *Rapports du Conseil d'Etat sur sa gestion* et les rapports des archivistes dans *Vallesia*⁸. Dans les *Rapports* du Conseil d'Etat, la question des archives communales est, de 1880 à 1914, contenue dans le rapport du Département de l'intérieur (DI), sous la section «Archives communales», ou fondue dans la section «Administration communale». Le Département de l'intérieur est responsable du contrôle de la gestion communale: finances, administration (dont les archives), respect des lois cantonales, santé publique, agriculture. Ce contrôle se fait par l'intermédiaire des préfets de chaque district. Les rapports sur les archives sont plus ou moins détaillés: très détaillés lorsqu'il s'agit des rapports *in extenso* des inspecteurs (avec des informations intéressantes sur l'état des archives, sur les locaux et sur l'inventaire), moins détaillés lorsqu'on a affaire à des extraits des rapports des préfets des districts.

Dès 1919, après une absence de quatre ans de tout rapport, la question des archives communales revient dans le compte rendu du Département de l'instruction publique (DIP), sous la section Archives cantonales (bien souvent partagée avec la Bibliothèque cantonale, et ce jusqu'en 1968). Entre 1920 et 1933, on trouve même un chapitre particulier intitulé «Archives communales».

Pour les années 1946 et suivantes, nous avons préféré dépouiller les rapports annuels des Archives de l'Etat, contenus dans la revue *Vallesia* dès son premier numéro, plutôt que ceux, moins complets, repris dans le *Rapport* du Conseil d'Etat. De 1948 à 1958, on y trouve toujours un chapitre «Surveillance des archives communales», dans la section «Travaux». De 1959 à 1983, le chapitre en question devient une section à part entière: «Surveillance des archives communales / Aufsicht der Gemeinde- und Burgerarchive (arrêté du Conseil d'Etat du 17 juin 1922)». Ce point prend également de l'importance par la longueur du texte entre 1960 et 1970 (env. une page). Par la suite, la proportion diminue pour atteindre environ une demi-page dans les années 1970, puis encore moins (8 lignes en 1979).

De 1984 à 2000, un chapitre «Fond de communes, bourgeoisies et paroisses» est compris dans la section «Activité». Y sont intégrés dans un court paragraphe tous les travaux liés à ces fonds (inspections, inventaires, classements, conditionnements), alors que les différentes activités étaient distinctes auparavant. La brièveté de cette partie du rapport de l'archiviste (7 lignes en 1991, 4 lignes en 1995) ne facilite pas la connaissance fine des activités des AEV dans le domaine durant ces années-là. Dès 2001, le chapitre en question se rallonge (entre une demi-page et une page entière). Les inspections sont de nouveau mentionnées; les inventaires sont, pour leur part, séparés des autres activités (conseil, inspection, projets particuliers).

⁸ Les références à ces deux sources sont abrégées dans le présent article de la manière suivante: 1) pour les *Rapports du Conseil d'Etat sur sa gestion pendant l'année...*, mention de l'année, du département et de la pagination (Ex.: *Rapport CE*, 1873, DI, p. 49); 2) pour les rapports des AEV dans *Vallesia*, mention de l'année du rapport, du volume de la revue et de la pagination (Ex.: «Rapport AEV 1959», dans *Vallesia*, 15 (1960), p. XII).

Le temps des inspecteurs (env. 1870-1919)

En 1873 déjà, en sa session de mai, le Grand Conseil se soucie de la conservation des archives communales et invite le Conseil d'Etat «à prendre des mesures pour que les archives soient mieux entretenues dans les communes»⁹. Le Conseil d'Etat répond à l'attente du législatif grâce à plusieurs actions. Tout d'abord, il réorganise les Archives de l'Etat en leur donnant un règlement¹⁰, pensant qu'il est prioritaire d'assurer une base solide à l'institution cantonale avant de traiter la question des archives communales. Le Conseil d'Etat estime que

dès ce moment [lorsque les Archives de l'Etat seront réorganisées], l'archiviste sera chargé d'exercer une surveillance spéciale sur les archives communales, et on cherchera à posséder aux archives de l'Etat un répertoire et une analyse de tous les actes et documents principaux qui existent dans les communes, à l'Evêché, au V[énéral] Chapitre de la cathédrale de Sion, chez les corporations et qui peuvent présenter pour le pays un intérêt historique ou autre de quelque importance.¹¹

La mesure suivante est l'envoi d'une circulaire adressée aux préfets des districts, aux communes et aux bourgeoisies, les enjoignant de procéder au classement et à l'inventaire de leurs archives et d'en fournir un exemplaire à l'Etat¹². La motivation principale derrière cette circulaire est l'intérêt pour l'histoire «du pays» et la volonté de connaître les archives qui pourraient compléter avantageusement celles conservées par les Archives de l'Etat.

Mais il est des actes très-intéressants qui, en raison d'une organisation moins centralisée des pouvoirs publics du Canton, ont été déposés dans le temps, notamment dans les premières périodes, aux archives des districts et des communes ou bourgeoisies. [...]

Il existe, entre autres, dans ces différentes archives, des Abschieds (résumés de délibérations) de la diète de la République du Valais; des Traités d'alliance et autres entre les districts ou les communes du Canton et des Cantons suisses ou des Etats étrangers, etc., etc., qui offrent tous un haut intérêt, tant sous le rapport de l'organisation et de l'administration du Canton, que sous le rapport de l'histoire du Valais.¹³

La circulaire souligne non seulement l'importance de repérer, de décrire et de bien conserver les documents, mais également l'utilité de les rendre accessibles au public:

⁹ *Rapport CE*, 1873, DI, p. 49. Selon la *Loi sur le régime communal* du 2 juin 1851, les communes sont censées dresser un inventaire de leurs archives (art. 11) (*Recueil des lois, décrets et arrêtés du Canton du Valais dès 1847 à 1852*, t. VIII, Sion, 1884 (2^e éd.), p. 338-350). La *Loi sur les bourgeoisies* du 23 novembre 1870 complète la précédente et en rappelle le contenu, tout en ajoutant que «les archives sont sous la garde et la responsabilité d'un archiviste nommé par les deux administrations municipale et bourgeoise» (art. 3) (*Recueil des lois, décrets et arrêtés du Canton du Valais dès 1865 à 1874*, t. XI, Sion, 1874, p. 172-177).

¹⁰ *Règlement des Archives de l'Etat* du 12 septembre 1873 (*Recueil des lois, décrets et arrêtés du Canton du Valais dès 1865 à 1874*, t. XI, Sion, 1874, p. 362-370).

¹¹ *Rapport CE*, 1873, DI, p. 49-50.

¹² Circulaire du Conseil d'Etat du 16 février 1875. Nous sommes parvenu à mettre la main sur cette circulaire dans les dossiers de M. Grégoire Ghika, ancien archiviste cantonal (AEV, Dossiers Ghika). Elle est mentionnée par le Conseil d'Etat quelques années plus tard, puis citée dans la circulaire du Département de l'intérieur du 22 juillet 1884. Voir *Protocoles du Conseil d'Etat*, Séance du 5 juillet 1884 (AEV, 1101, vol. 58, p. 599); Circulaire du Département de l'intérieur concernant l'organisation des archives, 22 juillet 1884 (AEV, DI, 362.10, n° 44).

¹³ AEV, Dossiers Ghika, Circulaire du Conseil d'Etat du 16 février 1875, § 4-5.

[...] et d'ailleurs, comme il n'existe pas à notre connaissance des répertoires de ces différentes archives, la recherche des actes est rendue très-difficile; beaucoup d'actes très-importants restent peut-être inconnus et sans utilité aucune pour le public.¹⁴

La volonté, mais aussi le devoir des autorités cantonales sont ouvertement annoncés dans un paragraphe de la circulaire:

Bien que ces actes aient leur place dans différentes archives non-administrées directement par l'Etat, celui-ci a le devoir de veiller à ce que les documents publics, notamment ceux qui sont d'un intérêt général pour le Canton, soient convenablement classés, conservés et disponibles pour être consultés dans l'intérêt public; ceux qui concernent plus spécialement certaines localités ou corporations offrent des sources précieuses pour l'histoire du pays et il importe, à ce titre, de les faire connaître.¹⁵

Très concrètement, la circulaire donne l'ordre aux autorités de classer leurs archives et d'en dresser l'inventaire pour le transmettre au Département de l'intérieur, le tout avant le 15 août 1875 (la circulaire date du 16 février). De son côté, le Conseil d'Etat nommera un commissaire chargé d'inspecter «l'état des archives et [de] s'assurer s'il a été satisfait aux injonctions ci-dessus»¹⁶.

Malgré l'optimisme du rapport du Département de l'intérieur pour 1875¹⁷, il semble que cette injonction du Conseil d'Etat n'allait pas atteindre le résultat escompté. En effet, dès 1880, on doit reconnaître l'échec de la démarche et le chef du Département de l'intérieur requiert bien vite la nomination d'une ou de plusieurs personnes pour inspecter les archives communales et pour procurer des inventaires dignes de ce nom à celles qui n'en ont pas encore¹⁸. Le rapport du Département de l'intérieur de 1881 insiste en outre sur le fait que le Département, surchargé de travail et en sous-effectif chronique, ne peut pas fournir le personnel adéquat; de même, les préfets des districts ne disposent pas de suffisamment de temps pour assurer cette charge¹⁹. Il s'agit donc d'engager des personnes externes.

Il faut attendre 1884 pour que les choses se concrétisent. Conscient que les mesures prises n'ont pu atteindre complètement les objectifs, persuadé de l'importance de la cause et «invité par le Grand Conseil» à agir²⁰, le Conseil d'Etat nomme cette année-là deux inspecteurs des archives communales, en les

¹⁴ AEV, Dossiers Ghika, Circulaire du Conseil d'Etat du 16 février 1875, § 6.

¹⁵ AEV, Dossiers Ghika, Circulaire du Conseil d'Etat du 16 février 1875, § 7. Ces arguments sont repris par le Conseil d'Etat dans son *Rapport* de 1874 (*Rapport CE*, 1874, DI, p. 72-73). On y précise notamment: «On a déjà regretté la disparition hors du Canton de bien des documents précieux. La vente des actes et titres parchemins s'est longtemps pratiquée d'une manière inconsidérée, et beaucoup de sources ont, par ce fait, tari pour notre histoire du Valais.»

¹⁶ AEV, Dossiers Ghika, Circulaire du Conseil d'Etat du 16 février 1875, § 10.

¹⁷ «La plupart des administrations respectives se sont exécutées; d'autres ont sollicité une prolongation de terme pour pouvoir se conformer à notre demande.» (*Rapport CE*, 1875, DI, p. 39-40). Notons que durant les années suivantes, de 1876 à 1879, il n'est plus fait mention des archives communales dans les *Rapports* du Conseil d'Etat.

¹⁸ «Beaucoup de communes ne possèdent pas des hommes suffisamment compétents pour procéder à ce travail. Pour mettre toutes nos archives sur un pied véritablement bon, il nous paraîtrait nécessaire de nommer une commission spéciale, qui se transporterait successivement dans les différentes communes pour y donner les instructions nécessaires; mais ce serait là un travail aussi long que coûteux, qui demanderait au budget, pendant une série d'années, une allocation assez considérable.» (*Rapport CE*, 1880, DI, p. 7). «Il est évident que l'on n'arrivera pas à un état de choses satisfaisant et uniforme en cette matière [le classement et la gestion des archives communales] sans que l'on ne charge un fonctionnaire spécial de la surveillance de cet important objet, et que l'on ne consacre un crédit spécial dans ce but.» (*Rapport CE*, 1881, DI, p. 2).

¹⁹ *Rapport CE*, 1881, DI, p. 3.

²⁰ *Rapport CE*, 1884, DI, p. 16.

CIRCULAIRE.

OBJET : *Archives.*

SION, le 22 Juillet 1884.

LE DÉPARTEMENT DE L'INTÉRIEUR
DU CANTON DU VALAIS,
aux Administrations municipales et bourgeoisiales.

Le Conseil d'Etat en vue de faire réorganiser les archives des Administrations du Canton, et pour donner suite au desiderata exprimé au sein du Grand-Conseil en sa session de Mai dernier, a nommé M. le Chanoine Grenat à Sion et M. le Curé Schmid à Mörel, pour procéder à ce travail, l'un pour la partie française et l'autre pour la partie allemande.

Pour atteindre le but désiré, ces Messieurs sont chargés :

- 1) De visiter les archives, de contrôler les répertoires des Communes qui les ont dressés et envoyés au Conseil d'Etat en conformité de la circulaire du 15 Février 1875 ;
- 2) Se mettre en rapport avec les Communes qui ne se sont pas exécutées. S'assurer si réellement elles n'ont pas d'archives ; cas échéant, les aider à faire leurs répertoires ;
- 3) Classer les répertoires d'une manière convenable, afin qu'ils puissent être reliés en un seul volume destiné à rester déposé aux archives de l'Etat ;
- 4) Extraire de tous les répertoires les titres des actes remaquables à un point de vue quelconque de l'histoire, de l'ancienneté ou du droit.

Ce répertoire sera destiné à être imprimé pour être mis à la disposition des hommes qui s'occupent d'histoire ou de toutes autres études.

Dans le but d'aider ce travail important et difficile, nous prions instamment les Administrations auxquelles ces Messieurs s'adresseront pour accomplir leur tâche, de leur accorder toutes les facilités désirables et de répondre avec empressement et exactitude à leurs demandes.

Nous saisissons cette occasion, Tit., pour vous présenter l'expression de nos sentiments distingués.

Le Chef du Département :
M. de la Pierre.

Fig. 1 – Circulaire du Département de l'intérieur concernant l'organisation des archives, 22 juillet 1884 (AEV, DI, 362.10, n° 44).

Photo Archives de l'Etat du Valais.

personnes du curé Ferdinand Schmid de Mörel pour le Haut-Valais germanophone et du chanoine Pierre-Antoine Grenat de Sion pour le Valais romand²¹. Leur mandat est clairement établi dans une circulaire que le Département de l'intérieur envoie aux administrations communales et bourgeoises du Valais. Nous reproduisons ci-contre l'intégralité du texte de cette circulaire.

Les inspecteurs sont notamment chargés de visiter les archives et d'en contrôler les répertoires, d'aider les communes qui n'ont pas d'inventaire à en établir un, de classer et de relier tous les répertoires afin de les mettre à disposition aux Archives de l'Etat, enfin «d'extraire de tous les répertoires les titres des actes remarquables à un point de vue quelconque de l'histoire, de l'ancienneté ou du droit»²². On ressent dans cette circulaire le souci du contrôle administratif des communes, tâche incombant «naturellement» à l'Etat, mais aussi un intérêt lié à l'érudition et à l'étude de l'histoire qui nous paraît nouveau pour l'époque²³.

Pour exécuter leur mission, les inspecteurs seront payés 5 francs par jour de travail et se verront rembourser leurs frais de déplacement. Ils pourront s'appuyer sur un formulaire d'inventaire préimprimé contenant, sur sa première page, les instructions quant à la manière de structurer l'inventaire. Il est intéressant de relever que le «plan de classement» proposé (lettres A à H, classement thématique) demeurera en vigueur de nombreuses années dans les archives communales et que nombre d'inventaires encore utilisés de nos jours suivent ce plan. Les inspecteurs profitent de leur passage dans les communes pour relever les problèmes liés à la conservation des documents et aux locaux d'archives, fréquemment mal adaptés. Ils n'hésitent pas à donner des conseils avisés aux responsables locaux qui, bien souvent, n'en ont cure.

Dès de leur nomination, les inspecteurs fournissent chaque année un rapport au Département de l'intérieur, rapport dont on tire des extraits ou des résumés

²¹ *Protocoles du Conseil d'Etat*, Séance du 5 juillet 1884 (AEV, 1101, vol. 58, p. 599). Ferdinand Schmid (1832-1901), d'Ernen, est né le 7 janvier 1832. Il suit des études au collège de Brigue, au lycée d'Einsiedeln, puis au séminaire de Sion. Il occupe successivement les fonctions de recteur de Glis (1855-1857), curé de Reckingen (1857-1860), curé de Loèche-les-Bains (1860-1870) et curé de Mörel (1870-1901). Il meurt le 23 mai 1901. Parallèlement à ses fonctions ecclésiastiques, il apparaît comme inspecteur des écoles de Conches (1876-1881), puis de Brigue et Rarogne oriental (1881-1895). Il est un des membres fondateurs de la Société d'histoire du Haut-Valais en 1888 (Geschichtsforschender Verein Oberwallis) (note manuscrite de Grégoire Ghika dans AEV, Dossiers Ghika, non coté; Josef LAMBRIGGER, «Ferdinand Schmid (1832-1901)» dans *Blätter aus der Walliser Geschichte*, XX (1988), p. 221-231). Pierre-Antoine Grenat (1824-1905) est né à Monthey en 1824. Il fait des études en France, à Saint-Maurice puis à Sion (séminaire). Il est ordonné prêtre en 1849, puis officie comme vicaire à Monthey (1849-1852), curé de Vionnaz (1852-1858) et de Monthey (1858-1871). Il rejoint ensuite le chapitre cathédral de Sion (chanoine 1873-1902, doyen en 1897) et assure la gestion des riches archives du chapitre (à Valère). Il rédige de nombreux inventaires de fonds d'archives, dont celui des Archives de la Bourgeoisie de Sion, et publie une *Histoire moderne du Valais de 1536 à 1815* (1904). Le chanoine Grenat décède en 1905 à Ayent (Pierre REICHENBACH, «Grenat, Pierre-Antoine», dans *Dictionnaire historique de la Suisse*, en ligne [http://www.hls-dhs-dss.ch/textes/f/F27450.php, 22.05.2009]).

²² Circulaire du Département de l'intérieur concernant l'organisation des archives, 22 juillet 1884 (AEV, DI, 362.10, n° 44). La rédaction de cette circulaire avait été approuvée par le Conseil d'Etat en sa séance du 16 janvier 1884 (AEV, 1101, vol. 58, p. 499).

²³ La circulaire précise encore: «Ce répertoire sera destiné à être imprimé pour être mis à la disposition des hommes qui s'occupent d'histoire ou de toutes autres études.» (Circulaire du Département de l'intérieur concernant l'organisation des archives, 22 juillet 1884 [AEV, DI, 362.10, n° 44]). Ce souci apparaît déjà dans la circulaire de 1875 (voir plus haut, note 12). A noter que, à peu près à la même période, l'abbé Jean Gremaud publie son immense collection de sources de l'histoire valaisanne (*Documents relatifs à l'histoire du Vallais*, Lausanne, 1875-1898, Mémoires et documents publiés par la Société d'histoire de la Suisse romande, t. 29-33, 37-39). Cet intérêt est donc «dans l'air du temps».

pour le *Rapport* du Conseil d'Etat. Nous pouvons ainsi voir, au fil des années, le travail de classement et d'inventaire avancer à bonne allure²⁴, malgré les régulières déconvenues des inspecteurs.

Sur ce dernier point, quelques bribes des rapports des inspecteurs sont éloquentes:

Ou bien, les personnes aptes à cette lecture sont incapables d'apprécier la valeur des documents anciens ou modernes et ne prennent pas la peine de les inventorier autrement que par liasses, avec la suscription «illisibles» ou bien «vieux papiers qui ne servent plus». (Grenat, *Rapport CE*, 1885, DI, p. 14)

On m'a reçu lors de mon inspection, ici avec indifférence, là avec empressement. Généralement on désire que l'ordre soit établi dans les archives; [...] D'un autre côté il faut aussi constater une certaine crainte qu'on leur enlève ou qu'on fasse connaître inutilement certains actes. (Schmid, *Rapport CE*, 1885, DI, p. 25)

Je veux dire que, soit par apathie et défaut de connaissances paléographiques, soit par calcul d'économie mal entendue, beaucoup de communes ont omis l'insertion de pièces anciennes, les réputant nulles parce qu'elles ne savaient les lire. [...] Toutes les administrations savaient néanmoins que l'inspecteur était à leur disposition; une seule a reçu un refus de celui-ci qui ne voulut pas s'exposer à recevoir, une seconde fois, chez elle les grossièretés d'un secrétaire de conseil. (Grenat, *Rapport CE*, 1886, DI, p. 13)

J'ai en général trouvé beaucoup de bonne volonté chez les autorités locales. Partout on se montrait désireux de voir les archives classées et inventoriées. Malheureusement, cette bonne volonté disparaissait sitôt après le départ de l'inspecteur; et ce dernier pouvait alors attendre longtemps avant de recevoir des communications. (Schmid, *Rapport CE*, 1886, DI, p. 30)

Puis l'expérience m'a démontré qu'il ne fallait pas se fier aux promesses des autorités communales. Il ne faut pas leur demander de faire les inventaires, il ne faut même pas leur demander de réunir les matériaux pour procéder à l'inventorisation. Je me suis persuadé qu'il n'y avait qu'un moyen d'achever le travail de classement et d'inventorisation dans les communes qui ne se sont pas encore exécutées: ce moyen consiste à faire moi-même tout le travail.» (Schmid, *Rapport CE*, 1888, DI, p. 19)

Toutefois, nous ne devons pas nous faire illusion sur la tenue de nos archives: dans un avenir plus ou moins éloigné, le désordre ne tardera pas à se reproduire dans beaucoup de communes, si l'on ne tient pas la main par une surveillance continue. (*Rapport CE*, 1888, DI, p. 19)

Le Conseil d'Etat demeure toutefois confiant quant à l'aboutissement du projet:

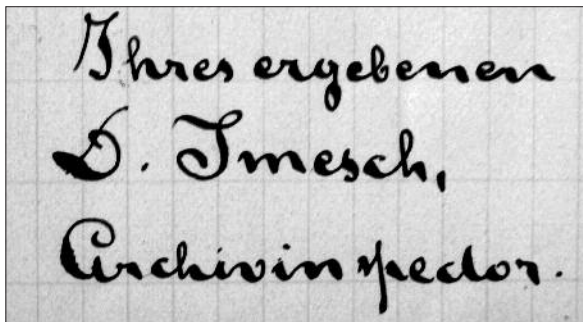
Mais nos inspecteurs qui possèdent cette science à un haut degré, n'ont cessé de faire preuve d'un zèle et d'un dévouement que nous avons vu avec bien du regret incompris de la part de plusieurs administrations insouciantes. Nous ne devons cependant pas nous laisser décourager: grâce à nos inspecteurs dont le concours nous est assuré, le classement des papiers anciens et l'élimination de tout ce qui est sans valeur et qui n'est qu'encombrant, sera achevé avant longtemps dans toutes les communes du canton.²⁵

²⁴ En 1891, il reste 24 communes du Haut-Valais et 2 communes du Valais romand à inspecter et dont les archives doivent être classées (*Rapport CE*, 1891, DI, p. 20).

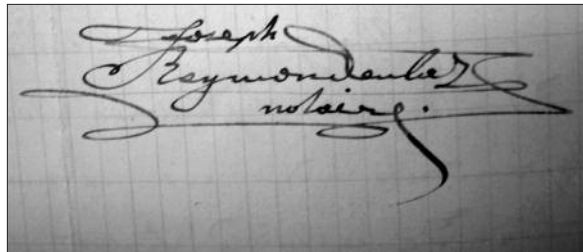
²⁵ *Rapport CE*, 1887, DI, p. 13.

Cette première ronde d'inspection auprès des archives communales se termine dans les années 1890²⁶. Malgré les réserves mentionnées par les inspecteurs, le bilan est globalement positif²⁷. Toutes les communes ont été visitées et leurs archives possèdent dès lors, et souvent pour la première fois, un répertoire succinct mais précis de leur contenu. Ces grands cahiers, conservés aujourd'hui encore aux Archives de l'Etat et portant les écritures appliquées du chanoine Grenat et du curé Schmid, sont demeurés longtemps la référence pour ces fonds d'archives communales. D'autre part, on ressent clairement, chez les Conseillers d'Etat et, dans une moindre mesure, chez les députés au Grand Conseil, une certaine conscience de l'importance de la sauvegarde et de la conservation de ces archives communales. L'Etat se sent responsable de la pérennité de ce qui apparaît déjà comme une part essentielle du patrimoine cantonal.

Après quelques années de relative latence, les inspections des archives communales reprennent en 1901 avec la nomination de deux nouveaux inspecteurs, le prêtre et professeur Dionys Imesch pour le Haut-Valais et le notaire Joseph



Thres ergebenen
D. Imesch,
Archivinspektor.



Joseph Reymondeulaz
notaire.

Signatures des inspecteurs Dionys Imesch et Joseph Reymondeulaz, apposées au bas de leurs rapports (AEV, Dossiers des communes).

Photo Archives de l'Etat du Valais.

²⁶ Nous n'en connaissons pas vraiment la date de fin, vraisemblablement vers 1893 pour le chanoine Grenat et en 1897 pour le curé Schmid.

²⁷ «La plupart des archives de nos communes sont actuellement dans un ordre relativement bon. Un règlement va être fait pour leur maintien, dans l'ordre que nous venons d'établir, avec l'aide de nos éminents inspecteurs.» Il faut pourtant nuancer ce bilan en ce qui concerne le Valais romand: «Ce qui reste à faire pour le Bas-Valais n'a pu être terminé, Mr. le Rd. Chanoine Grenat chargé de ce travail, se trouvant depuis fort longtemps dans un état de santé des plus graves.» (*Rapport CE*, 1892, DI, p. 18).

Reymondeulaz pour le Valais francophone²⁸. Ils ont pour mission de continuer le travail de leurs prédécesseurs et donc de recommencer la ronde des inspections²⁹. Le rythme imposé semble élevé: «Messieurs les inspecteurs ont reçu pour instruction de visiter les archives de leur arrondissement respectif dans une période de quatre ans.»³⁰

Leurs comptes rendus montrent que leur mission, leur méthode et leur appréciation de la qualité des administrations locales sont très similaires à celles de leurs prédécesseurs. Les passages suivants, tirés des rapports du Département, sont symptomatiques de l'état d'esprit général et de la situation rencontrée par les inspecteurs.

Sauf trois ou quatre exceptions, l'état des archives visitées est réellement déplorable et la lecture du rapport très complet et très consciencieux adressé au Département ne laisse pas de produire une impression pénible. Les administrations communales font généralement preuve d'une grande incurie. La conservation des titres et documents anciens et modernes, de ceux qui présentent un intérêt historique aussi bien que de ceux qui ont une valeur pratique incontestable et peuvent comme tels être utilisés à tout moment, paraît être le moindre des soucis des administrations. (*Rapport CE*, 1903, DI, p. 36)

Manche Gemeinden zeigen nämlich eine geradezu unbegreifliche Nachlässigkeit und Interesselosigkeit gegenüber den Urkunden und Dokumenten, die doch vielfach für sie von grosser Bedeutung sind. Gab es doch Gemeinden, deren Präsidenten erst durch die Anzeige der Inspektion auf das Vorhandensein irgend eines Archives aufmerksam gemacht wurden und die sich dann noch in letzter Stunde auf die Suche nach allfälligen Archivbeständen machen mussten. Natürlich fehlen in solchen Fällen auch die Inventare und es ist unmöglich, den völligen Bestand der Archive feststellen zu können. (*Rapport CE*, 1903, DI, p. 37-38)

Le rapport très circonstancié qui nous a été adressé à la suite de ces inspections [Valais romand], démontre une fois de plus que l'Etat doit continuer à exercer sa vigilance sur les archives des communes; sauf quelques exceptions, les administrations que cela concerne paraissent n'attacher qu'un médiocre intérêt à la conservation de leurs documents anciens et nouveaux. (*Rapport CE*, 1904, DI, p. 16)

Les rapports des inspecteurs, tels que celui mentionné dans ce dernier paragraphe, sont actuellement conservés dans les Dossiers des communes³¹, avec

²⁸ *Rapport CE*, 1901, DI, p. 57-58. Dionys Imesch (1868-1947) est né le 23 mai 1868 à Mörel. Après des études au collège de Brigue puis au séminaire de Sion, il est ordonné prêtre en 1890. Il enseigne l'histoire et le grec au collège de Brigue (1891-1904). Curé de Naters de 1903 à 1917, il est élu chanoine du chapitre cathédral de Sion en 1917; il occupe très vite la charge d'archiviste du chapitre. Dionys Imesch est membre des plus actifs et président (1901-1945) de la Société d'histoire du Haut-Valais. Parallèlement à de très nombreuses publications sur l'histoire du Valais, il édite les deux premiers volumes des *Walliser Landratsabschiede* en 1916 et 1949 (à titre posthume). En 1922, il est élevé au rang de docteur honoris causa de l'Université de Fribourg. Il meurt le 10 avril 1947 (Léon DUPONT LACHENAL, «Monseigneur Dionys Imesch», dans *Annales valaisannes*, 1946-1948, p. 262-264). Joseph Reymondeulaz (1859-1936), de Chamoson, étudie à Sion et à Fribourg pour devenir notaire, profession qu'il exerce jusqu'en 1912. A côté de son activité de notaire, Joseph Reymondeulaz classe et établit l'inventaire de nombreuses communes bas-valaisannes et vaudoises; il fait référence en matière de paléographie et de connaissance des documents anciens. Parallèlement, il rédige de nombreux articles pour la presse, notamment pour la *Feuille d'avis du Valais* (Jules-Bernard BERTRAND, «†Joseph Reymondeulaz, notaire», dans *Annales valaisannes*, 1936-1939, p. 44-45).

²⁹ «Nul doute qu'ils continueront, avec le même dévouement, l'œuvre commencée par M. le chanoine Grenat et le regretté curé Schmidt [sic] qui, les premiers, ont consacré leur travail et leurs connaissances à l'organisation des archives communales.» (*Rapport CE*, 1901, DI, p. 58).

³⁰ *Rapport CE*, 1901, DI, p. 58.

³¹ Voir plus haut, note 7.

notamment la correspondance envoyée par les inspecteurs aux représentants de l'Etat. Cette documentation nous apporte une multitude de détails sur le travail des inspecteurs, le contenu et l'état des archives communales et, parfois, sur les relations difficiles qu'entretiennent les inspecteurs avec les représentants communaux ou avec leur Département de tutelle. Ne pouvant pas entrer dans le détail de ces documents, nous nous contentons d'en présenter quelques passages savoureux.

Le plafond de la cave est en charpente et tout le dessus en bois, et, en cas d'effondrement de la maison, dans un incendie, il est présumable que la cachette des archives ferait l'effet d'un petit four bien chauffé. (Reymondeulaz, Rapport 1903, p. 12)

Le 26 juillet 1906, l'inspecteur des archives communales du Valais romand se présente à Trient, pour l'inspection de ses archives fixée à ce jour. Aucune inspection, ni des archives communales ni de celles de la chapelle des Jeurs, ne put avoir lieu, malgré l'avis envoyé, parce que MM. le président et le secrétaire du Conseil communal de l'endroit n'ont pu être trouvés. (Reymondeulaz, Rapport 1906, p. 16)

Monsieur le Conseiller d'Etat,

J'ai l'honneur de vous informer que, depuis réception de la lettre du Département des Finances du 8 juillet 1910, je n'ai plus continué à faire les inspections réglementaires: il n'acceptera pour 1910 aucune note de ma part. [...] Si son budget n'est pas en rapport avec un travail considérable, il fallait me le dire plus tôt.

Pour ma part, j'en ai déjà assez d'avoir travaillé aux archives de Monthey plusieurs mois de chacune des années 1906 et 1907 pour des prunes et pour des ingrats et non pour ma santé, sans avoir jamais pu toucher un sou du prix de mon travail. [...] (Reymondeulaz, Lettre au Conseiller d'Etat Henri Bioley, 16 octobre 1910)

Le bilan de cette nouvelle vague d'inspections, qui se termine vers 1910³², est mitigé. D'un côté, l'important travail des inspecteurs a permis d'affiner ou de compléter de nombreux inventaires et les conseils prodigués aux autorités locales ont parfois eu d'heureuses conséquences (aménagement d'un local d'archives, dépoussiérage de documents, reliure de protocoles, etc.). De l'autre côté, il semble évident que les communes n'ont que très peu d'intérêt pour leurs «vieux papiers» et qu'elles n'assument pas leurs responsabilités dans le domaine de l'archivage, malgré leurs obligations, malgré les injonctions contenues dans les circulaires de 1875 et 1884, et malgré les efforts des inspecteurs d'archives.

De manière plus générale et avec le recul de près d'un siècle, il faut bien reconnaître les résultats globalement positifs à mettre au bilan du «temps des inspecteurs». Ces derniers ont, souvent pour la première fois, dépoussiéré nombre d'archives communales, les ont classées, inventoriées et, ainsi, mises à disposition des chercheurs et des autorités communales elles-mêmes. Les inventaires ainsi rédigés sont une importante source d'informations, une base pour les travaux de classement ultérieurs et, parfois, la seule trace de documents disparus depuis. D'un autre côté, ces hommes courageux et portés par le sens quasi-sacré qu'ils donnaient à leur mission ont établis le contact avec les administrations communales et ainsi posé les premiers jalons des relations à venir entre Archives de l'Etat et communes.

³² On retrouve cependant encore quelques bribes de rapports dans les Dossiers des communes, en 1910-1911 pour J. Reymondeulaz, et en 1917 pour D. Imesch. Dans le *Rapport* du Conseil d'Etat, la dernière référence aux rapports des inspecteurs date de 1909 (rapport du Département de l'intérieur). En 1910 et 1911, il n'est fait aucune mention des archives communales. Entre 1912 et 1914, cette question apparaît succinctement dans le rapport des préfets des districts (toujours dans le rapport du DI), pour être ensuite omise pendant quatre ans (1915-1918).



Fig. 3 – En-têtes de papier à lettre utilisé par les inspecteurs des archives communales, début du XX^e siècle (AEV, Dossiers des communes).

Photo Archives de l'Etat du Valais.

L'époque Leo Meyer (1920-1941)

Durant une courte période (1912-1914), ce sont les préfets des districts qui mentionnent très succinctement les archives communales dans leurs rapports. Les préfets doivent profiter de leur passage dans les communes pour inspecter sommairement les archives, parallèlement à leur contrôle de l'administration et des

finances communales³³. A en croire leurs rapports, l'état général des archives communales ne leur laisse qu'une bien piètre impression. Quelques passages du rapport du DI pour 1912 nous en convaincront: «Les archives communales laissent généralement à désirer» (district de Viège, *Rapport CE*, 1912, DI, p. 18); «Les archives communales ne sont nulle part méthodiquement tenues» (Loèche, p. 20); «Les archives communales exigeraient une inspection minutieuse» (Sierre, p. 21); «Les archives communales manquent d'ordre et d'un bon classement» (Sion, p. 23); «Les archives ne sont, en général, pas très soignées. Il est rare de trouver, dans une commune, un classement pratique des affaires courantes» (Conthey, p. 24), etc.

Après cette période et quelques années durant lesquelles la question des archives communales est tout bonnement omise, cette dernière apparaît, dès 1919, plus intimement liée aux Archives de l'Etat³⁴. Celles-ci sont dirigées depuis 1905 par l'abbé Leo Meyer, également bibliothécaire cantonal³⁵.

Sur le plan cantonal, la question des archives communales est remise sur le tapis politique en 1920 lorsqu'est déposée devant le Grand Conseil la motion Trotter et consorts. Derrière cette initiative, il faut voir l'influence déterminante de la toute jeune Société d'histoire du Valais romand (SHVR, fondée à Monthey en 1915). Celle-ci est soucieuse, dès ses premières années d'activité, de préserver et de mettre en valeur le patrimoine documentaire valaisan, notamment celui des communes.

Le comité, par l'organe du président, exprime le désir de voir les sociétaires se mettre à l'étude des chartes communales et à la centralisation de tous les documents intéressant le Valais [...].³⁶

La question de la conservation et de l'inventaire de nos archives communales est introduite par MM. [Maurice] Gabbud et [Alfred] Comtesse, l'un et l'autre très documentés. La présence d'un de nos plus hauts magistrats [très vraisemblablement Maurice Trotter] nous oriente vers le côté pratique de l'affaire et le comité se trouve encore chargé des démarches utiles pour attirer l'attention des autorités et améliorer la situation actuelle.³⁷

C'est à la suite de cette dernière suggestion que Maurice Trotter, premier président de la SHVR (1915-1919), avocat et notaire à Monthey et député au Grand Conseil, est mandaté par la Société pour préparer une intervention devant le parlement valaisan.

³³ Les tâches dévolues aux préfets sont précisées dans la *Loi sur les attributions des préfets* du 24 mai 1850 (*Recueil des lois, décrets et arrêtés du Canton du Valais dès 1847 à 1852*, t. VIII, Sion, 1884 (2^e éd.), p. 251-254).

³⁴ La question des archives communales est insérée dès lors dans le rapport des Archives et de la Bibliothèque cantonales, faisant lui-même partie du rapport du Département de l'instruction publique. Les Archives de l'Etat sont rattachées à ce département dès 1893, mais le cas des archives communales conserve un lien étroit avec le Département de l'intérieur jusque vers 1920.

³⁵ Leo Meyer (1870-1942) est originaire de Tourtemagne. Après avoir fréquenté l'école normale de Sion puis le collège de Brigue, il poursuit des études de théologie à Sion et à Innsbruck. Ordonné prêtre en 1895, il obtient encore son doctorat en 1914. De 1905 à 1941, il préside aux destinées de la Bibliothèque cantonale et des Archives de l'Etat, tout en assurant des tâches d'enseignement au grand séminaire de Sion et en collaborant au *Dictionnaire historique et biographique de la Suisse* et à l'*Armorial valaisan* (paru après sa mort, en 1946). Il décède à La Souste en 1942. (Hans-Robert AMMANN, «Meyer, Leo», dans *Dictionnaire historique de la Suisse*, en ligne [http://www.hls-dhs-dss.ch/textes/f/F27455.php, 22.05.2009]).

³⁶ «Chronique», dans *Annales valaisannes*, 1917, p. 94-95.

³⁷ «Chronique», dans *Annales valaisannes*, 1919, p. 245-246 (Assemblée générale du 7 décembre 1919).

La motion qu'il formule en 1920 demande au Conseil d'Etat

un projet de loi sur l'organisation des archives cantonales et communales tendant: [...]

2° à organiser les archives communales et à ordonner à bref délai, avec l'aide de subside cantonaux, la classification de ces archives selon un type unique d'inventaire,

3° à exiger des communes qui n'assureraient pas dans un délai raisonnable la classification ou la sauvegarde de leurs archives, le transfert de celles-ci dans les locaux des archives du chef-lieu des districts, où elles demeureraient propriété des déposants,

4° à étendre si possible ces mesures aux archives paroissiales, pour ce qui concerne les pièces de l'état civil, après entente avec les autorités ecclésiastiques.³⁸

Ce souci relevé par la SHVR et relayé par les députés est également au centre des préoccupations de l'Archiviste cantonal Leo Meyer, qui est bien conscient que l'ouvrage entamé dans le dernier quart du siècle précédent doit continuellement être remis sur le métier. Il le souligne clairement dans son rapport de 1920:

Ensuite des circulaires et appels réitérés qui leur ont été adressés par l'Etat dès 1875 déjà, bon nombre de communes ont, il est vrai, dressé l'inventaire de leurs archives. Mais il en est encore beaucoup qui ne l'ont pas fait. De plus, là où un inventaire existe, il y aurait encore bien des choses à faire sous le rapport du classement des documents. L'Etat ne peut pas, à notre avis, se désintéresser de cette question, car nombre d'archives communales contiennent certainement des documents de la plus haute importance tant pour l'intérêt général que pour l'histoire du pays. Faute d'entretien et d'organisation ces documents ne sont pas accessibles au public et peuvent même se perdre, en raison du manque d'intérêt qu'on leur attache dans le milieu où ils se trouvent. [...]

Aussi le moment nous paraît-il venu de réorganiser définitivement les archives communales et d'édicter à ce sujet des dispositions qui donnent à l'Etat le droit de forcer les communes à classer leurs documents intéressants suivant un modèle d'inventaire uniforme.

Nous nous proposons donc de soumettre au Grand Conseil, dans sa session de novembre prochain, un projet de loi ordonnant les mesures nécessaires pour assurer la conservation des dits documents et leur mise à la disposition du public pour les recherches ou études qu'ils pourraient intéresser.³⁹

Sans pouvoir suivre toutes les phases de la réflexion et du débat, nous constatons cependant que la motion Trottet et les efforts de l'Archiviste cantonal ont eu des conséquences tout à fait remarquables. En effet, en 1922, le Conseil d'Etat promulgue un *Arrêté concernant la réorganisation des archives communales et bourgeoises* reprenant dans l'ensemble les requêtes de la motion, tout en proposant le dépôt des archives locales aux Archives de l'Etat plutôt qu'au chef-lieu de chaque district⁴⁰. Cet arrêté est depuis lors la base réglementaire principale pour ce qui concerne les relations entre les Archives de l'Etat du Valais et les archives communales et bourgeoises. C'est également la première fois que ces archives sont placées aussi clairement «sous la surveillance du Département de l'Instruction publique, qui l'exerce par l'organe de l'archiviste cantonal» (art. 1).

³⁸ Motion Trottet et consort, citée dans REICHENBACH, 1996, p. 13; voir *Protocoles du Grand Conseil*, session de mai 1920 (AEV, 1001, vol. 203, p. 22 et annexe 18).

³⁹ *Rapport CE*, 1920, DIP, p. 33-35.

⁴⁰ *Arrêté concernant la réorganisation des archives communales et bourgeoises* du 17 juin 1922 (*Recueil des lois, décrets et arrêtés du Canton du Valais de 1920 à 1923*, t. XXVII, Sion, 1923, p. 367-368).

Voyons de plus près le contenu de cet arrêté. Chaque commune doit se doter d'un archiviste communal, qui est en général le secrétaire de la commune (art. 2). L'arrêté pose des règles générales concernant le classement des archives (par périodes, par types de documents; art. 3 et 4) et la consultation des pièces archivées (art. 5). L'Etat, pour sa part, doit organiser des cours de formation pour les archivistes communaux (art. 6) et prendre à sa charge l'établissement de l'inventaire des archives anciennes (art. 7). Il peut également accepter le dépôt d'archives communales antérieures à 1874 si la commune le désire, et «en assure gratuitement la conservation, le classement et l'administration, de la même façon que pour les archives cantonales, et en assume l'entière responsabilité» (art. 8). Les articles 9 et 10 précisent encore que certains types de documents peuvent être versés aux archives de district et que les dépôts d'archives d'autres entités (corporations, consortages, familles) «sont assimilés aux archives communales et jouissent des mêmes privilèges».

Le contenu de cet arrêté est à la base de la politique menée par les Archives de l'Etat du Valais tout au long du XX^e siècle. Certains principes y sont définitivement affirmés:

- l'établissement d'inventaires pour les archives «anciennes», aux frais de l'Etat;
- la possibilité pour les communes de déposer leurs archives aux Archives de l'Etat;
- la haute surveillance du Département de l'instruction publique sur les archives communales.

L'arrêté donne clairement à l'archiviste cantonal une responsabilité dans le domaine des archives communales, responsabilité que les AEV assumaient déjà en partie auparavant, mais de manière implicite.

On sait que, depuis l'entrée en vigueur de l'arrêté du 17 juin 1922 concernant la réorganisation des archives communales et bourgeoises, un nouveau champ s'est ouvert à l'activité de notre Archiviste, devenu l'organe de la surveillance du Département sur les dites archives. Quiconque est un peu introduit dans ce domaine, sait qu'il y a encore beaucoup à y défricher; nombreux seront donc les conseils et les directions que M. le Dr Meyer sera appelé à donner aux archivistes communaux et bourgeoisiaux.⁴¹

Les premiers effets de cet arrêté ne se font pas attendre. En 1922 déjà, la commune de Saxon dépose ses archives anciennes à Sion, suivie de celle d'Ayent en 1931 et de Savièse en 1933. Il est à noter que la bourgeoisie de Sion avait déjà déposé ses précieuses archives en 1919:

La Bourgeoisie de Sion s'est décidée à nous confier, à titre de dépôt, ses riches archives, malheureusement demeurées pour ainsi dire inaccessibles jusqu'ici aux intéressés, reléguées qu'elles étaient dans un local insuffisant de l'Hôtel-de-Ville. Nous avons aménagé une salle spéciale pour ces archives, dont le classement et l'inventaire seront terminés dans le courant de 1920.⁴²

Parallèlement aux dépôts d'archives, les inspections locales reprennent, dans les deux parties du canton, au moins dès 1924⁴³. Ces inspections suivent un programme élaboré à l'avance, par districts. Elles permettent à l'archiviste du canton

⁴¹ *Rapport CE*, 1922, DIP, p. 29.

⁴² *Rapport CE*, 1919, DIP, p. 25.

⁴³ *Rapport CE*, 1924, DIP, p. 29.

de contrôler divers aspects des archives communales et de rencontrer les responsables locaux:

L'inspection a porté: 1. sur le lieu de conservation, 2. sur l'état des documents, 3. sur l'inventaire qui a été remplacé ou complété, 4. sur la réorganisation totale (à Tourtemagne et à Liddes), 5. sur les renseignements jugés nécessaires et les observations à faire au personnel en fonction. [...]

L'inspection et le contrôle minutieux des archives communales se sont révélés, par des constatations faites dans plusieurs communes visitées, comme s'imposant d'urgence. Nous avons rendu chaque commune attentive à l'arrêté du 17 juin 1922, concernant les archives communales.⁴⁴

L'abbé Meyer n'hésite pas à inviter les autorités communales à Sion afin de leur prodiguer «intuitivement» des conseils avisés sur la manière de gérer leurs archives:

De nombreuses visites faites aux Archives cantonales, par des magistrats de communes, ont permis, moyennant la méthode intuitive, de faire une active propagande d'un classement de documents adapté aux besoins de toutes sortes d'Archives.⁴⁵

Un cours pour archivistes communaux est prévu pour 1925, puis 1927; nous ne savons pas s'il a effectivement eu lieu⁴⁶. En outre, au moins depuis 1930, les Archives de l'Etat tiennent à la disposition des communes du matériel de conditionnement pour les documents d'archives («papier à inventaire, chemisettes, cartons, boîtes normales, fiches, etc.»⁴⁷).

Bien que les mentions soient moins explicites après 1933, il semble que l'abbé Meyer maintient le cap tout au long de sa carrière et que les archives communales, parallèlement aux archives anciennes de l'Etat et à celles des «grandes» familles, demeurent une préoccupation centrale pour l'archiviste.

Pour assurer toutes ces tâches, Leo Meyer, qui ne peut compter que sur un seul collaborateur pour la Bibliothèque et les Archives, agit bien souvent seul. Malgré ce handicap, le bilan de cette période nous apparaît comme très positif, notamment en termes de nombre de fonds déposés, d'inventaires rédigés, revus ou complétés et dans le domaine de la «politique» des Archives de l'Etat auprès des communes. En effet, la figure de l'Archiviste cantonal est dès lors de plus en plus présente dans le paysage communal et son rôle est reconnu. En outre, tous les contacts établis par l'abbé Meyer, qui quitte ses fonctions d'archiviste en 1941, sauront être cultivés par ses successeurs. Son importante action dans le domaine des archives communales préfigure d'ailleurs celle d'une autre personnalité de l'histoire des Archives de l'Etat: Grégoire Ghika.

L'ère Donnet-Ghika (1942-1983)

Nous ne savons pas vraiment si la politique définie dans l'arrêté de 1922 et les pratiques qui lui sont liées, développées par Leo Meyer, sont maintenues par

⁴⁴ *Rapport CE*, 1926, DIP, p. 22.

⁴⁵ *Rapport CE*, 1927, DIP, p. 27.

⁴⁶ Voir *Rapport CE*, 1924, DIP, p. 24 et 1926, DIP, p. 22.

⁴⁷ *Rapport CE*, 1930, DIP, p. 18.

André Donnet à son accession au poste d'Archiviste cantonal en 1941⁴⁸. Nous n'en trouvons aucune mention dans les *Rapports* du Conseil d'Etat, ni dans les premiers rapports d'activité des Archives de l'Etat paraissant dans *Vallesia* entre 1946 et 1948⁴⁹. Nous pouvons assez aisément imaginer que M. Donnet, responsable en même temps des Archives, de la Bibliothèque cantonale, des Musées et de l'Archéologie cantonale, ne se soit pas préoccupé en priorité des archives communales.

Dès 1947 en revanche, alors que M. Donnet peut enfin s'entourer de collaborateurs, en les personnes de Grégoire Ghika⁵⁰ et d'Anton Gattlen, adjoints respectivement pour les Archives et pour la Bibliothèque, l'activité des Archives vis-à-vis des communes semble s'accélérer. Les rapports publiés dans *Vallesia* contiennent dès 1948 une section «Surveillance des archives communales»⁵¹. Notons d'emblée que Grégoire Ghika est responsable des relations avec les communes et du traitement des fonds d'archives communales; c'est lui le véritable artisan de la politique des Archives dans ce domaine entre la fin des années 1940 et sa retraite en 1983. Il s'attachera tout au long de sa carrière à poursuivre la politique amorcée par Leo Meyer.

Les dépôts de fonds communaux et leur traitement (classement, inventaire, conditionnement) sont au centre des premières années d'activité de M. Ghika. Entre 1949 et 1959, ce ne sont pas moins de 12 communes qui feront le pas du dépôt au canton; elles seront 31 entre 1960 et 1969. La grande majorité de ces dépôts provient de la partie francophone du canton. Ces dépôts nombreux et répétés n'impliquent pas seulement la force de persuasion de l'archiviste, mais bien plus encore son travail acharné lorsqu'il s'agit de compléter leur inventaire ou de le rédiger quand il manque. Il en établira une grande quantité lui-même mais pourra, fort heureusement, aussi compter sur des aides externes bienvenues. Qu'il s'agisse de l'abbé Hans Anton von Roten, du chanoine Lucien Quaglia, de l'abbé Joseph Fournier ou d'autres érudits locaux, ces auxiliaires externes, bénévoles ou rémunérés modestement par les Archives de l'Etat ou les municipalités,

⁴⁸ André Donnet (1913-1989), originaire de Troistorrents, est né en 1913 à Lavey-Morcles. Il étudie au collège de Saint-Maurice puis à l'Université de Genève (Lettres) pour obtenir son doctorat en 1942. En 1941, il est nommé directeur de la Bibliothèque cantonale et des Archives de l'Etat du Valais, poste qu'il occupe jusqu'en 1968. Depuis cette date, il est professeur associé de bibliographie à l'Université de Lausanne (1968-1980) et chercheur au Fonds national suisse de la recherche scientifique (1968-1978). André Donnet est fondateur de la revue *Vallesia* en 1946 et créateur de la *Bibliotheca vallesiana* (1962-1985), collection de publications consacrées au Valais et à son histoire. Il est en outre membre du comité de la Société d'histoire du Valais romand (1945-1973; président 1967-1973) et rédacteur de son organe, les *Annales valaisannes* (1964-1973). Il meurt en 1989 (Pierre REICHENBACH, «Donnet, André», dans *Dictionnaire historique de la Suisse*, en ligne [http://www.hls-dhs-dss.ch/textes/f/F31568.php, 22.05.2009]).

⁴⁹ Concernant la revue annuelle *Vallesia*, voir plus haut, note 5.

⁵⁰ Grégoire Ghika est né le 27 octobre 1919 à Sion. Après avoir suivi le collège à Sion, il étudie le droit à l'Université de Genève et y obtient un doctorat en histoire du droit en 1947. La même année, il débute aux Archives de l'Etat du Valais, en qualité d'archiviste-adjoint. En 1968, lorsque André Donnet cède sa place de directeur et que Bibliothèque et Archives se séparent du point de vue de l'organisation, Grégoire Ghika devient Archiviste cantonal, poste qu'il occupe jusqu'à sa retraite en 1983 (Bernard TRUFFER, «Hommage à Monsieur Grégoire Ghika à l'occasion de sa retraite», dans *Vallesia*, 39 (1984), p. V-VII).

⁵¹ Cette section, durant toute la seconde moitié du XX^e siècle, est relativement pauvre en informations et très standardisée. On y relève surtout la liste des fonds communaux déposés, classés et inventoriés, ainsi des communes visitées. Au-delà de ces listes, il faut bien avouer que le contenu est maigre. Les informations sur les relations entre AEV et communes, sur les résultats des inspections ou sur la politique générale des AEV envers les communes sont à rechercher dans la correspondance des Archives et dans les dossiers des communes (voir plus bas, note 54).

représentent un élément central de la production d'inventaires durant cette période. Le point fort de M. Ghika et de ses collaborateurs est la quantité et la qualité des instruments de recherche établis, lesquels se comptent en milliers de pages dactylographiées.

Dans ce domaine, les communes n'ont pour ainsi dire rien à faire; elles se contentent parfois, et ce n'est de loin pas la règle, de rémunérer la personne qui établit l'inventaire. Bien souvent, l'archiviste et ses collègues se chargent de tout le traitement à titre gracieux: réception du fonds, dépoussiérage, conditionnement, classement, inventaire, conservation et mise à disposition du public. La commune ne paie que le prix de la copie de l'inventaire que les Archives lui remettent!

Dès les années 1960, les AEV étendent leur politique de description archivistique à des fonds non déposés: de nombreuses communes laissent provisoirement leurs documents aux Archives, le temps d'en faire établir l'inventaire, avant de les reprendre et de les conserver chez elles.

Parallèlement à la prise en charge de nombreux fonds et à leur description archivistique, M. Ghika reprend la tradition des inspections dès 1956. A lire les rapports des Archives pour les années précédentes, il l'aurait bien fait plus tôt, mais le temps et les ressources humaines manquaient; d'autres priorités étaient également au programme⁵². Dès lors, le nombre d'inspections annuelles ne cesse d'augmenter: 2 communes en 1956, 6 en 1957, 9 en 1959, 16 en 1960, jusqu'à 26 communes en 1970! La moyenne pour les décennies 1960 et 1970 se situe entre 13 et 14 communes visitées par année. Dans un même temps, des conseils en matière de classement, de gestion des archives ou d'aménagement de locaux sont prodigués aux responsables locaux.

Partout, des directives ont été données aux présidents de bourgeoisie ou aux secrétaires communaux en vue du classement des pièces ou d'une meilleure conservation des documents anciens. [...] Dans la plupart des cas, un rapport circonstancié a été remis aux administrations communales sur l'état de leurs archives.⁵³

Parfois, les archivistes doivent également faire face à des problèmes pour le moins surprenants:

En collaboration avec la chancellerie d'Etat, une circulaire a été adressée aux administrations communales ainsi qu'à tous les responsables de fonds d'archives dans le canton, afin de les mettre en garde contre les dommages causés par les collectionneurs de timbres, qui accèdent indûment aux dépôts d'archives, qui emportent parfois des documents ou introduisent du désordre.⁵⁴

On ressent également chez Grégoire Ghika un sens inné du contact qui apparaît notamment dans sa riche correspondance avec les autorités communales⁵⁵ et qui se concrétise à travers les nombreuses inspections qu'il pratique lui-même et les relations qu'il établit avec les administrations locales. André Donnet dévoile dans un texte élogieux une partie de la méthode de travail de M. Ghika:

il s'attache d'abord à obtenir le dépôt d'archives de communes, procédant de proche en proche, obtenant l'accord d'une nouvelle commune en montrant à ses responsables

⁵² Notamment l'organisation de l'archivage au sein de l'Administration cantonale ainsi que des soucis liés au manque de place dans les locaux des Archives.

⁵³ «Rapport AEV 1959», dans *Vallesia*, 15 (1960), p. XII.

⁵⁴ «Rapport AEV 1966», dans *Vallesia*, 22 (1967), p. XVI.

⁵⁵ Voir AEV, Dossiers des communes.

l'inventaire qu'il vient de dresser à l'intention de sa voisine; il agit de la même manière avec les propriétaires de fonds de famille et les détenteurs de fonds appartenant à des collectivités.⁵⁶

Le contact direct avec les responsables des communes est donc central dans la politique et la pratique de M. Ghika.

On peut encore ajouter, à l'actif de cette période, le début de la campagne de microfilmage de sécurité des fonds d'archives. Les communes en seront les bénéficiaires directes⁵⁷: les fonds déposés, provisoirement ou définitivement, sont systématiquement microfilmés et les microfilms sont conservés dans un abri sécurisé. Cette mesure assure aux fonds communaux la pérennité en cas de destruction des originaux.

Le bilan de la période durant laquelle Grégoire Ghika fut responsable des archives communales (1947-1983) paraît clair. La politique définie dans l'arrêté de 1922 est suivie et amplifiée, à l'exception de la formation des archivistes communaux⁵⁸. Nous constatons même que les Archives de l'Etat s'impliquent souvent plus intensément dans le traitement et la gestion des fonds communaux et privés que ce à quoi elles sont astreintes par les textes législatifs et réglementaires, parfois au détriment de la gestion des archives de l'administration cantonale.

L'objectif de M. Ghika est simple: il faut, par tous les moyens, sauvegarder et surtout mettre à disposition des chercheurs les richesses des fonds d'archives locales. La poursuite de cet objectif passe obligatoirement pour lui par le dépôt et la centralisation de ces fonds aux Archives de l'Etat à Sion. Un contrecoup de cette politique radicale et efficace est sans conteste le fait que les communes, assistées, se déresponsabilisent vis-à-vis de leurs archives, même courantes. Leurs fonds «précieux» étant en de bonnes mains, elles ont l'impression que la question des archives ne se pose plus⁵⁹.

Vers une nouvelle donne... (1984-2008)

Bernard Truffer, Archiviste cantonal dès 1984, s'occupe déjà des relations avec les communes haut-valaisannes dès les années 1970⁶⁰. Il met au point en 1974 un plan de classement pour les documents contemporains des communes. Parallèlement, dans les années 1970, il reprend, corrige, complète ou rédige entièrement l'inventaire de nombreuses communes haut-valaisannes dont les fonds

⁵⁶ André DONNET, «Eloge de Monsieur Grégoire Ghika, docteur en droit, archiviste cantonal, lauréat du Prix 1978», dans *Prix de la ville de Sion*, Sion, 1978, p. 9-13.

⁵⁷ Le microfilmage des fonds d'archives communales débute, selon les rapports, en 1976. Il se poursuit aujourd'hui pour les suppléments de ces fonds qui peuvent encore être déposés. Voir «Rapport AÉV 1976», dans *Vallesia*, 32 (1977).

⁵⁸ Nous n'en trouvons aucune mention dans les rapports.

⁵⁹ Notons quand même que, tout au long du XX^e siècle, les archivistes cantonaux, tous historiens médiévistes, ont constamment eu moins d'intérêt pour les archives administratives courantes, tant au niveau de l'Etat que des communes, que pour les «vieux papiers». Cela a certainement aussi joué un rôle dans la prise de conscience tardive de la part des communes de l'enjeu de leurs archives, y compris récentes.

⁶⁰ Bernard Truffer est né à Randa le 17 juin 1938. Après des études au collège des capucins de Stans, puis à l'Université de Fribourg, il obtient un doctorat en histoire en 1971. Dès 1969, il est archiviste scientifique aux Archives de l'Etat du Valais, institution qu'il dirige dès 1984, à la suite du départ de Grégoire Ghika. Auteur de plusieurs volumes des *Walliser Landratsabschiede*, éditeur de la revue *Vallesia*, Bernard Truffer a également fondé la collection des *Cahiers de Vallesia* en 1990 (Hans-Robert AMMANN, «Zur Pensionierung von Staatsarchivar Dr. Bernard Truffer», dans *Vallesia*, 56 (2001), p. V-VI).

sont déposés temporairement ou définitivement aux AEV. Cette mesure permet d'une part de disposer enfin d'une version à jour de ces inventaires (jamais revus depuis la fin du XIX^e ou le début du XX^e siècle), d'autre part de contrôler le contenu des fonds et la concordance avec l'inventaire.

Lors de ce travail de classement et de description, l'archiviste en profite généralement pour reconditionner des fonds souvent négligés, cela à l'aide de fourres et de boîtes d'archives fournies par les AEV. Les fonds ainsi traités, classés et inventoriés à Sion retrouvent ensuite, dans la majeure partie des cas, les locaux d'archives des communes.

Sous la direction de M. Truffer, les Archives de l'Etat continueront la politique appliquée dans les décennies précédentes, quoique peut-être avec plus de discrétion. Si les dépôts de fonds se poursuivent, il s'agit essentiellement de compléments aux fonds déjà déposés ou de fonds de moindre importance; bien sûr, il faut tout de même inventorier ces dépôts. De même, le rythme des inspections d'archives communales ralentit⁶¹.

On remarque parallèlement une recrudescence des dépôts et dons de fonds privés, notamment d'associations et de sociétés de tous ordres. Il faut également relever que, dès les années 1980, sous l'impulsion de M. Truffer et de Jean-Henry Papilloud, archiviste, un important travail de fond est accompli au niveau de l'organisation de l'archivage dans les services de l'Administration cantonale, ce qui peut expliquer un relatif tassement des actions auprès des archives communales.

Dès son accession au poste d'Archiviste cantonal en l'an 2000, Hans-Robert Ammann⁶² ne cache ni son souci face à la problématique des archives communales ni sa ferme volonté de développer l'action des AEV auprès des communes. Conscient du manque de vigueur et de méthode des pratiques des AEV, mais aussi de l'impossibilité pour ses collaborateurs et pour lui-même d'effectuer tout le travail dans les archives communales, il propose avant tout de fournir aux communes un outil de travail pour la gestion de leurs archives.

Afin de préparer le terrain, M. Ammann lance une double enquête:

- auprès des communes valaisannes, pour évaluer la situation de leurs archives et connaître leurs pratiques et leurs besoins en termes de gestion documentaire et d'archivage,
- auprès des archives cantonales de Suisse, afin de comprendre la situation générale et de s'inspirer des expériences d'autres cantons.

Sur la base de cette enquête, Irmgard Anthenien, spécialiste en information documentaire, rédige, avec la collaboration des archivistes des AEV, un guide pratique⁶³ dont l'objectif principal est de fournir des orientations pour la gestion des

⁶¹ Aucune mention entre 1985 et 1988, non plus entre 1995 et 1999; quelques communes visitées durant les autres années. On peut tout de même se demander si des visites d'archives n'ont pas parfois été omises dans le rapport de B. Truffer. Voir «Rapport AEV 1984-1999», dans *Vallesia*, 40-54 (1985-2000).

⁶² Hans-Robert Ammann est né le 9 octobre 1951 à Tourtemagne. Après des études au collège des bénédictins d'Engelberg, puis à l'Université de Fribourg, il obtient une licence en histoire en 1979. En 1980, il est engagé comme aide-archiviste à mi-temps aux AEV. Après avoir passé une année à l'Ecole nationale des chartes à Paris, il est nommé en 1984 comme collaborateur scientifique et poursuit notamment la rédaction des *Walliser Landratsabschiede* et l'établissement d'inventaires de fonds de communes et de familles. Il devient Archiviste cantonal en 2000, suite au départ à la retraite de Bernard Truffer.

⁶³ *Guide pour les archives communales du Valais*, Sion, Archives de l'Etat du Valais, 2002 (classeur et cd-rom).

archives communales et de compléter en cela des bases légales et réglementaires lacunaires. Les thèmes abordés sont les suivants: gestion des documents, archivage des documents, délais de consultation et de conservation, plan de classement, usage de l'informatique dans les archives, méthodes de conservation et gestion des archives.

A l'heure actuelle, deux archivistes se partagent la tâche de surveillance des archives communales et, plus généralement, des relations avec les communes. Hans-Robert Ammann, Archiviste cantonal, s'occupe de la partie germanophone du canton alors que Denis Reynard est responsable des communes du Valais romand.

Les principales actions menées sont des inspections pratiquées dans les communes, sur demande de celles-ci. Il n'y a pas de tournées d'inspections systématiques mais bien plutôt une réponse à des appels dont le nombre peut varier d'une année à l'autre. Ces visites permettent aux archivistes d'une part de contrôler les locaux d'archives et les fonds conservés à la commune, d'autre part de conseiller les responsables sur diverses questions liées à la gestion de leurs archives et, dans les meilleurs cas, de mettre en place des projets concrets d'archivage⁶⁴. En général, les représentants du canton n'œuvrent pas eux-mêmes à ces projets, mais en assurent la mise en route, la supervision, éventuellement la coordination. La commune se charge pour sa part de fournir les ressources humaines, parfois des mandataires privés, souvent des employés de l'administration, des stagiaires ou des personnes sans emploi.

Parallèlement aux inspections locales et au *Guide*, les AEV gèrent évidemment les fonds de communes déposés à Sion et reçoivent périodiquement des compléments à ces fonds. Ce travail inclut la description, le conditionnement, la conservation et la mise à disposition des archives. Cela comprend également, depuis 2006, la récupération informatique des inventaires dactylographiés ou saisis sur traitement de texte afin de les intégrer dans une base de données, mise à disposition ensuite en ligne, via le site internet des AEV.

Conclusion et perspectives

Les relations entre l'Etat du Valais et les communes concernant les archives se sont construites sur plus d'un siècle. Dans l'ensemble, on remarque que l'Etat, par le biais de ses inspecteurs, puis par celui des Archives de l'Etat, a pris en charge une bonne partie du travail de gestion des archives communales, souvent au-delà de ce que prescrivent les textes législatifs et réglementaires. Cet engagement a permis de répertorier la majeure partie des archives anciennes des communes, d'en sauvegarder certaines en les emmenant à Sion et de les mettre à la disposition du public. D'un autre côté, il semble également avoir fait oublier à bien des communes leurs responsabilités dans la gestion et la conservation de leurs archives.

Si, à la fin du XX^e siècle, on peut affirmer que la majorité des fonds communaux anciens sont classés, inventoriés et conservés de manière adéquate aux Archives de l'Etat ou sur place, il faut également avouer que le problème des documents produits au XX^e siècle, dont la quantité et la complexité ont sans cesse

⁶⁴ Ces projets varient en fonction des besoins de la commune et de ses moyens financiers, mais aussi de la conscience archivistique, de la volonté et de l'enthousiasme des responsables et des autorités. Cela peut aller de la mise en place d'un plan de classement à l'aménagement d'un local d'archives, en passant par le reconditionnement d'un ancien fonds ou la refonte de l'inventaire.

augmenté, n'est pas réglé. Nombre de communes se retrouvent dépourvues devant des masses documentaires qu'elles ne maîtrisent pas et qui sont souvent laissées en friche dans des locaux d'archives bondés. L'apparition, dans les dernières décennies du XX^e siècle, de l'informatique et, partant, des documents électroniques, loin de régler définitivement la question des archives, rend encore plus complexe la gestion des archives communales.

La gestion des documents et des archives ainsi que la conservation à long terme des données électroniques apparaissent à l'heure actuelle comme des défis majeurs que tant les communes que les Archives de l'Etat se doivent de relever. Pour ce faire, la collaboration et le partenariat semblent, aujourd'hui encore plus qu'hier, incontournables.